



RAPSE

Réseau d'Action Promouvoir Sécuriser l'Emploi

La Lettre

N° 62
29 mai
2009

Rassemblement réussi le 28 mai à l'Assemblée Nationale. Plusieurs centaines

de représentants d'entreprises se sont mobilisés pour soutenir le dépôt de lois contre les licenciements



Sommaire

- ✓ 28 mai: Rassemblement réussi devant l'Assemblée Nationale..... page 2
- ✓ Contre le pacte dit de « stabilité », un pacte européen d'expansion des dépenses publiques d'efficacité sociale page 3
- ✓ Un autre crédit et une autre création monétaire pour la croissance réelle, l'emploi, la formation, les services publics.... page 4/5
- ✓ Le besoin d'utiliser tout autrement l'argent des entreprises..... page 6/7
- ✓ L'appel des syndicalistes..... page 8

28 MAI : RASSEMBLEMENT REUSSI DEVANT L'ASSEMBLEE NATIONALE

Plusieurs centaines de représentants des entreprises se sont mobilisés pour soutenir trois projets de loi déposés par les députés communistes et du parti de gauche :

- ✓ porter le SMIC à 1 600 euros
- ✓ interdire les licenciements des entreprises faisant des bénéfices, ou ayant reçu des aides publiques, ou encore distribuant des dividendes
- ✓ accorder aux salariés des droits d'opposition aux plans de licenciements.

De nombreux salariés en lutte de Caterpillar, d'EDF, de GDF, de la construction navale, de Peugeot Sochaux, de Renault Douai, de Talbot Poissy de la RATP, de la FNAC, de l'Aérospatiale de Reims, etc... ont exprimé leur colère et avancé des contre-propositions aux projets patronaux de suppressions d'emplois ou de restructurations régressives.

Pendant ce temps là une autre musique se jouait à l'Assemblée Nationale où le ministre des relations avec le Parlement Roger Karoutchi a imposé que le vote ne puisse avoir lieu article par article afin de permettre à l'UMP d'éviter le débat. Sous prétexte que toutes propositions de loi introduisant une dépense doit faire l'objet d'une proposition sur les recettes correspondantes (article 40 de la constitution sur l'interdiction faite aux députés d'accroître la dette publique), les articles comme celui concernant le Smic à 1600 euros brut ont été écartés.

Le vote sur les trois propositions de loi est reporté à lundi matin. Un débat opposant deux projets de société a eu lieu: celui du capitalisme en crise qui détruit des dizaines de milliers d'emplois; et celui d'une société dont l'objectif est de répondre aux besoins de l'humanité. Ainsi, Laurent Wauquiez, secrétaire d'État à l'emploi, mal nommé, a opposé le veto du gouvernement à une loi contre les licenciements en invoquant notamment « la liberté de l'employeur » de licencier.

De fait, le gouvernement de Sarkozy s'oppose à tout ce qui pourrait mettre un frein à la « concurrence libre et non faussée » prévue par le Traité de Lisbonne en dépit du Non des Français au projet de constitution européenne porteur des mêmes valeurs.

**Le 7 juin, les luttes passent par le vote
pour qu'un maximum de députés du Front de Gauche
soient élus au Parlement européen.**

Contre le pacte dit de « stabilité », un pacte européen d'expansion des dépenses publiques d'efficacité sociale

(extraits de la brochure d'Économie et Politique « Pour une autre construction européenne »)

Un vrai plan de combat contre la crise exige une politique sélective du crédit en faveur de l'emploi, de la formation, de la recherche, et un nouveau financement des services publics.

Un défi que les plans, dits de relance, avancés aujourd'hui en France ou dans d'autres pays de l'UE s'avèrent incapables de relever. En grande partie parce qu'ils restent soumis aux logiques (1) du Pacte de stabilité, voire qu'ils s'en revendiquent.

Pourtant, le Pacte dit de stabilité actuel est facteur d'aggravation de la récession qui touche déjà l'Europe bien plus fortement que les autres parties de la planète (-4,6% selon les dernières estimations du FMI). Car il induit des politiques restrictives. Pour une raison simple, il a été pensé comme un accessoire de la politique de la BCE lui permettant d'encadrer les politiques européennes pour l'euro fort et le capital financier, au nom de la lutte contre tout dérapage des prix. Entendez : pour garantir que la progression des rentes des marchés financiers ne soit jamais entamée par des augmentations des salaires ou des dépenses publiques et sociales.

Aujourd'hui, quand ils transgressent les règles du pacte de stabilité, pour cause d'écroulement de leurs recettes fiscales ou parce qu'ils doivent s'endetter pour financer de coûteux plans de sauvetage des banques, les dirigeants de l'UE continuent de clamer, que l'esprit du pacte est toujours là. Ainsi le gouvernement français s'engage à revenir coûte que coûte à l'équilibre des finances publiques en 2014.

Et, dans, l'immédiat, il maintient la suppression d'un emploi de fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Les gouvernements européens entendent en fait maintenir la pression contre les salaires et les dépenses sociales pour sauver les

marchés financiers. **Terrible impasse, car le cap maintenu sur la rigueur salariale et sociale ne va pas manquer, *in fine*, d'accentuer la crise ou de la relancer après des rémissions provisoires.**

Une solidarité financière et monétaire pour sortir des impasses actuelles par une nouvelle expansion Pour en sortir, il faut mettre d'urgence une tout autre sorte de pacte européen à l'ordre du jour. Cela suppose l'abandon définitif du « Pacte de stabilité » au profit d'un Pacte pour une croissance efficace socialement.

Cela concernerait un engagement concerté des États européens dans un vaste effort de relance des dépenses publiques et sociales, obéissant à des critères favorisant l'emploi stable et correctement rémunéré, la recherche, la formation, l'éducation, la santé, la culture, à une protection effective coordonnée de l'environnement. Les investissements et emplois publics ainsi ciblés devraient pouvoir notamment bénéficier d'un financement sélectif de la BCE. Cela participerait à l'entrée dans un véritable âge démocratique de l'Union Européenne, en plaçant la BCE, comme l'attribution des fonds publics, sous le contrôle du parlement européen, des parlements nationaux, des élus, des représentants des salariés et des usagers des entreprises et des services publics. L'indispensable supervision des dépenses publiques en coopération, avec des critères d'efficacité sociale, pourrait ainsi servir vraiment la promotion du développement de l'activité et répondre aux défis sociaux ou environnementaux auxquels sont confrontées nos sociétés, notre civilisation.

(1) Les règles chiffrées sont la limitation du déficit public à 3% et de l'endettement public à 60% du PIB.

Un autre crédit et une autre création monétaire pour la croissance réelle, l'emploi, la formation, les services publics

(extraits de la brochure d'Économie et Politique « Pour une autre construction européenne »)

La monnaie est au carrefour des causes de la crise, comme des moyens de la combattre.

• **Défis de la crise systémique au plan de la monnaie et du crédit dans l'UE.**

Le pouvoir des banques de créer de la monnaie a été mis au service de la rentabilité financière. Résultat, les taux de profit des multinationales et des détenteurs de patrimoines financiers ont remonté ; l'emploi s'est précarisé : les salaires ont stagné ; les inégalités ont augmenté. Et le déchaînement de la spéculation financière, a débouché sur des crises de plus en plus graves, jusqu'à celle qui provoque aujourd'hui la première récession mondiale depuis les années trente et relance le chômage massif.

Ces tendances ont été aggravées dans l'Union Européenne par l'instauration d'une monnaie unique destinée à rivaliser avec le dollar dans l'attraction des capitaux mais aussi pour leurs exportations. **Cela passe par une Banque Centrale Européenne, ayant une mission primordiale contre l'inflation, pour un euro fort, et non pour la croissance réelle et l'emploi.**

La zone euro connaît des tensions, graves, avec la montée des taux d'intérêt des emprunts publics de plusieurs pays et la pression à la baisse des salaires.

Face à la crise, on convient qu'il faut renforcer la surveillance exercée sur les activités des banques, des assurances, des fonds de placement, des agences de notation et d'agir contre les paradis fiscaux. **Mais ni les gouvernements, ni les banques centrales ne font mine de s'attaquer à la source même du « cancer financier » : l'alimentation qui lui est apportée par le crédit bancaire favorise les placements les plus rentables.**

Refinancer massivement les banques – comme le fait aujourd'hui la BCE – sans rien faire pour changer les critères d'attribution de leurs crédits ne peut que créer les conditions d'un nouveau détournement des financements vers les placements spéculatifs.

Il n'y aura pas d'issue à la crise si des pouvoirs aussi importants que celui de créer de la monnaie et de choisir les projets à financer restent monopolisés par une petite caste toute dévouée aux capitaux financiers.

Il faut de nouveaux pouvoirs des salariés et des citoyens, depuis l'entreprise jusqu'à l'organisation des relations monétaires internationales, en imposant aux banques de réserver leurs crédits aux projets porteurs d'un développement de l'emploi, de la formation, de la création de richesses réelles socialement utiles et protégeant l'environnement.

Les initiatives prises, dès les entreprises et les bassins d'emplois, pour imposer des alternatives aux plans de licenciement doivent trouver appui sur de nouveaux financements : au niveau régional avec des Fonds régionaux pour l'emploi et la formation, au niveau national avec l'influence exercée par un pôle financier public sur le comportement de l'ensemble du système bancaire et avec un rôle décisif du niveau européen, pour la création monétaire et le refinancement des banques par la BCE.

Autres critères de refinancement des banques par la BCE et le système européen de Banques centrales.

- La Banque européenne d'investissements (institution publique des États de l'Union) est sollicitée pour soutenir les PME européennes par des crédits bonifiés. Mais ses moyens d'action sont limités à des emprunts sur le marché financier. C'est la Banque centrale européenne qui doit contribuer à une toute autre relance par une politique monétaire sélective et non par un simple abaissement de ses taux d'intérêt.

- Si les banques développent des crédits favorables à l'emploi et au développement des territoires (par exemple des crédits bonifiés par des fonds régionaux pour l'emploi et la formation, ou des crédits soutenus par un pôle financier public national ou par la Banque européenne d'investissements), la BCE doit les soutenir. Elle doit refinancer les crédits pour les

investissements réels, matériels et de recherche, avec des taux d'intérêt très abaissés, voire nuls ou négatifs (un taux négatif signifie qu'une partie des crédits ne serait pas remboursée), d'autant plus abaissés que sont programmés et vérifiés de bons emplois stables et de bonnes formations -

- **En revanche, la BCE doit refuser de refinancer les crédits qui vont aux fonds de placement, aux fonds spéculatifs, aux placements financiers des multinationales et aux exportations de capitaux.** Ou bien ce refinancement doit utiliser des taux dissuasifs.

Un usage sélectif des réserves obligatoires imposées aux banques peut les dissuader des placements financiers et inciter à l'emploi et la croissance réelle. Une redéfinition des réglementations des institutions financières (ratio prudentiel dit de « Bâle 2 » pour les banques, directive « Solvabilité 2 » des compagnies d'assurances) peut les inciter à privilégier, non pas les placements les plus rentables et risqués, mais ceux qui sont les plus efficaces socialement.

Chaque banque centrale nationale du système européen des banques centrales a la possibilité, comme la Banque de France avec ses succursales départementales, de connaître les conditions de financement des entreprises. Pour une politique de sortie de crise, visant à sécuriser l'emploi et la formation pour une croissance durable, en faisant avancer des critères de gestion d'efficacité sociale et en faisant reculer la rentabilité capitaliste, l'action de la BCE et des banques centrales devrait opérer en concertation avec l'ensemble des acteurs parties prenantes : banques, chefs d'entreprises, administrations économiques comme l'INSEE et le ministère des Finances, mais aussi les élus locaux, les syndicats et les représentants des salariés dans les comités d'entreprises et dans les services publics.

Les luttes pour d'autres politiques bancaires à l'appui des propositions des salariés iront dans le sens d'une modification des traités pour réviser le statut et les objectifs de la BCE, et pour instaurer, afin de la contrôler, de nouveaux pouvoirs des élus (Parlement européen et nationaux) et des représentants du monde du travail, (depuis les comités d'entreprise jusqu'au Comité économique et social européen.

Autre création monétaire du plan européen au plan mondial pour une autre civilisation

Les États et les collectivités locales aussi ont besoin du soutien de la politique monétaire. La Federal Reserve des États-Unis et la Banque d'Angleterre sont sollicitées pour acquérir des titres de la dette publique, tandis que cela est interdit pour la BCE, au détriment des besoins d'expansion des services publics.

Un Pacte européen de progrès social devrait remplacer le « pacte de stabilité ». Tandis que l'Eurosystème pourrait acquérir des titres de dette des États ou des collectivités territoriales, pour les services publics. La réorientation de la création monétaire et du crédit est ainsi inséparable d'une autre politique fiscale et budgétaire.

Une telle sélectivité du crédit, fondée sur les besoins de sécurisation de l'emploi et de progrès du modèle social favoriserait la solidarité entre les membres de la zone euro, et notamment avec les nouveaux membres de l'Union européenne, à l'opposé de la concurrence contre les salaires, la protection sociale, la fiscalité.

Enfin, cette transformation de l'Union européenne doit s'articuler à une autre construction mondiale. Elle doit contribuer, avec les pays émergents, comme la Chine et les pays d'Amérique latine, à **une refonte démocratique du FMI, émancipé de la domination des États-Unis.**

Cela concerne tout particulièrement le remplacement du dollar, comme monnaie universelle de fait, par une monnaie véritablement commune, dont l'embryon existe avec les Droits de Tirage spéciaux du FMI (droits de tirer des monnaies des pays participant recevant ces titres de tirage). Cela permettrait une création monétaire pour refinancer les crédits pour la croissance réelle, l'emploi et la formation, ainsi que pour les services publics, en allant en direction de Services et Biens communs publics de l'humanité.

L'UE est vraiment un échelon tout à fait stratégique pour de nouveaux pouvoirs en vue de mobiliser le crédit et la monnaie au service de la construction d'une nouvelle civilisation, du local au national et au mondial.

Le besoin d'utiliser tout autrement l'argent des entreprises

En 2007, les « sociétés non financières » (SNF), c'est-à-dire les entreprises, ont utilisé 754 Mds€ (+17%) dans le cadre de leurs activités.

La principale utilisation est constituée par les charges financières (essentiellement intérêts et dividendes versés) pour un montant de **334 Mds€** (+14%), avec un net alourdissement des intérêts versés (+16%).

Le second usage est l'investissement productif pour **200 Mds€** (+11%). Mais sous la contrainte de la rentabilité financière, cet investissement tend de plus en plus à pousser les suppressions d'emplois et l'intensité du travail plutôt que la création de postes et les améliorations des conditions de travail.

Mds€	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Var 07/06
Charges financières	146	144	175	190	199	210	236	263	292	334	14,2%
Investissements financiers	78	108	185	102	94	76	79	88	99	117	17,7%
dont dividendes versés	74	75	86	90	109	119	139	159	176	196	11,6%
dont intérêts versés	54	49	67	81	74	71	67	68	76	88	15,9%
Investissements productifs	117	128	143	151	147	147	156	167	181	200	10,6%
Impôts	37	38	38	39	40	41	44	48	48	52	8%
Crédits	28	55	66	62	42	39	49	48	50	94	87,6%
Autres	21	26	-1	7	9	11	5	-18	-23	-42	Ns
Total emplois	427	498	607	531	531	525	569	595	754	754	16,5%

La troisième utilisation en valeur est constituée par les investissements financiers (achats de titres) pour **117 Mds€** (+18%), soit dans un but de prises de contrôle d'autres entreprises, soit pour obtenir des revenus financiers.

Les crédits octroyés par les entreprises représentent **94 Mds€** (+88%).

Source : Insee, comptes de la Nation 2008

La répartition de la Valeur Ajoutée des sociétés non financières

En 2008, les salaires des sociétés non financières se sont élevés à 635 Mds€. Ils ont augmenté de +3,6% (à prix courants). A la différence de ce qui s'était passé en 2007, c'est une progression légèrement plus rapide que celle de la Valeur Ajoutée brute (+3,1%). Dans ces

Mds€	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Var. 08/07
Valeur Ajoutée brute	661	683	726	760	784	808	840	874	912	962	992	3,1%
-Salaires	410	430	457	480	501	515	535	557	586	613	635	3,6%
=Profit brut	252	253	269	280	284	293	305	317	326	349	357	2,3%

Il faut toutefois remarquer que la part des salaires dans la VA des sociétés non financières avait atteint un point bas en 1998 à 62% de la VA. Cette part était remontée aux alentours de 63% dès 2000-2001 (sans retrouver les dix points de VA perdus dans les années 1980 et 1990) sans doute sous le coup d'une croissance plus fortement créatrice d'emplois. Depuis lors, cette part semble stagner entre 63% et 64% malgré le recul du chômage officiel. Il faut sans doute y voir la pression sur les salaires et l'érosion progressive du pouvoir d'achat survenue dans les années 2000.

Les principales ressources des entreprises

En 2008, les ressources « propres » des entreprises atteignaient 642 Mds€, en hausse de +4,3%. L'essentiel de ces ressources étaient constituées par le profit brut 357 Mds€ (+2,3%), soit 56% du total des ressources (- 2 points par rapport à 2007). Malgré la crise financière les revenus financiers perçus par les SNF s'élevaient à 255 Mds€ (+7,3%) , pour l'essentiel des dividendes perçus (155 Mds€ ; +8,5%). Ces revenus financiers représentaient 40% du total.

Les ressources « propres »

Mds€	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Var. 08/07
Profit brut	252	253	269	280	284	293	305	317	326	349	357	2,3%
+Revenus financiers perçus	85	97	118	134	127	135	152	171	208	237	255	7,3%
<i>dont dividendes perçus</i>	47	51	60	66	75	83	101	112	133	143	155	8,5%
+Autres	20	23	16	18	18	10	20	13	22	29	30	3,6%
=Total des ressources propres	356	373	403	431	429	438	476	501	556	615	642	4,3%

Source : Insee, comptes de la Nation 2008

Au cours de la décennie 1998-2008, la part des revenus financiers dans les ressources propres des SNF est passée d'un peu moins de 24% en 1998 à 40% en 2008. Cela exprime l'impact de l'inflation financière survenue dans les années 2000 et la recherche effrénée de profit facile et rapide pour faire face aux exigences des actionnaires.

Appel des syndicalistes pour le Front de Gauche

Le capitalisme traverse une crise historique. Chaque jour de nouveaux plans sociaux sont annoncés. Les services publics sont démantelés. Les droits sociaux reculent. La hausse du chômage est dramatique et sans précédent, près de 3 000 nouvelles personnes se retrouvent au chômage par jour, soit 2 chômeurs de plus toutes les minutes ! A ce rythme là, on risque d'arriver à 1 million de chômeurs de plus à la fin de l'année !

La colère sociale grandit. Les manifestations unitaires du 29 janvier et du 19 mars ont donné le ton et de nouvelles échéances de mobilisation contre la politique gouvernementale se pointent à l'horizon. Le cortège de la manifestation du 1er mai 2009 est unitaire car nous syndicalistes connaissons la nécessité d'une réponse syndicale historique dans une situation sociale d'une gravité et d'une urgence que nous n'avions pas connues depuis des décennies.

Face à l'internationalisation capitaliste, l'Europe devrait être la solution. Or, elle est devenue le problème. Au lieu d'être un bouclier protégeant de la mondialisation économique, elle est devenue le cheval de Troie des politiques libérales sur le Vieux Continent. On en mesure aujourd'hui les conséquences. C'est le dumping social et fiscal, qui tire vers le bas les droits sociaux des travailleurs et démantèle les services publics. Elle met en concurrence les salariés européens pour dégager des profits maximums. Sans oublier que les dirigeants d'entreprises continuent dans l'indécence, d'augmenter leurs revenus, les multiplient par trois, s'octroient stocks options, parachutes dorés etc....

La crise est devenue la justification de tous les plans sociaux, à toutes les remises en causes que le monde du travail subit. Mais en réalité ce sont les politiques libérales menées par l'Europe, Sarkozy, et les Banques qui en portent la responsabilité.

Ça suffit comme ça !

Loin des gesticulations et des postures improductives, Le Front de Gauche que nous construisons chaque jour est un bel outil pour donner un débouché politique constructif aux batailles que nous menons contre tout cela.

Nous disons avec détermination qu'une autre politique est possible. Le Front de Gauche s'inscrit dans une Europe sociale. Il faut changer d'Europe avec :

- l'harmonisation vers le haut des normes sociales
- la mise en place d'un SMIC européen égal à 60% du salaire moyen dans chaque pays (1600 euros par mois en France)
- une politique de la relance économique par les salaires et la consommation
- l'arrêt immédiat des ouvertures à la concurrence des services publics
- L'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits
- Nationalisations bancaires pour créer un pôle financier public, mettre fin à l'indépendance de la BCE
- Un droit de veto des salariés sur les plans de licenciement dans leur entreprise
- Pour une véritable écoute des syndicats dans un échange constructif
- Pour améliorer la défense du droit des travailleurs actifs et inactifs

Unité dans la rue - Unité dans les urnes

Unitaire et pluraliste, à l'image de la manifestation du 1er mai, le Front de Gauche est le lieu de l'implication de tous les citoyens, militants politiques et syndicalistes qui veulent dire « stop aux politiques libérales en Europe et en France ! ».

Le Front de Gauche doit devenir un véritable Front populaire et les salariés s'en saisir pour porter le 7 juin leurs luttes dans les urnes.

Parce que l'heure n'est pas à la résignation mais au combat, luttons, résistons, et construisons une perspective politique.

On peut voir l'appel sur le site du PCF : www.pcf dans la rubrique « En bref »